



Décision individuelle N° 2021-306

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Tinée

Adresse : 29 boulevard d'Auron, 06660 Saint-Etienne-de-Tinée

Nature de la demande : Travaux, constructions et installations en cœur de parc national (nécessaires aux équipements d'intérêt général)

Intitulé du projet : Travaux complémentaires de réfection des soubassements de la route métropolitaine n°2205 suite à la tempête Alex

Localisation : gorges de Valabres, commune de Roure, aval du PR32+450

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-1, R.331-65 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 13, 14 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu les décisions n°2021-80 du 13 avril 2021 et n°2021-208 du 05 juillet 2021, autorisant la Métropole Nice-Côte d'Azur, Subdivision Tinée à procéder à des travaux de réfection des soubassements routiers de la RM2205 au niveau des Gorges de Valabres,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 25 août 2021,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 30 juillet 2021 par Monsieur FABRON Jean-Marie, responsable de la subdivision Tinée,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'une longueur supplémentaire d'enrochement dans l'objectif de rétablir une portion de soubassement routier dont la dégradation n'avait pas été décelée lors des premières demandes de travaux,

Considérant que ces travaux doivent pouvoir bénéficier des aménagements temporaires réalisés dans le cadre des autorisations n°2021-80 et n°2021-208 sus-visées, de sorte à ne pas générer de nouveaux impacts sur le lit majeur de la Tinée,

Considérant également la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désigné le bénéficiaire et représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie, est autorisée à procéder à des travaux complémentaires de réfection et de confortement des soubassements de la route métropolitaine n°2205, situés dans les Gorges de Valabres en cœur de parc national sur la commune de Roure.

Les travaux consistent en la construction de 17 mètres linéaires d'enrochement en aval immédiat du PR32+450.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescription relative aux coupes d'arbres*

2.1. Les éventuelles coupes d'arbres et arbustes nécessaires aux travaux devront être réalisées à l'aide d'outils manuels.

Les individus de buddleia seront dessouchés.

Les rémanents – souches, troncs, branchages – devront être intégralement évacués du cœur du parc national.

Tout broyage ou brûlage est interdit dans le cœur.

- *Prescription relative aux interventions en lit mouillé*

2.2. Aucune intervention supplémentaire sur les écoulements de la Tinée n'est autorisée.

Les travaux, les stockages temporaires ou les prélèvements de matériaux ainsi que les circulations d'engins devront avoir lieu exclusivement en zone sèche.

- *Prescription relative aux travaux de création d'enrochement*

2.3. Le béton constitutif de la « pédale » de l'enrochement devra être impérativement réalisé avec du « ciment pour travaux à la mer » normé. La fiche produit devra être disponible sur site et réquisition d'un agent de contrôle.

2.4. Le coulage du béton devra être réalisé avec un système opérationnel de récupération des infiltrations naturelles et des laitances potentielles, permettant leur décantation dans un bassin spécifiquement adapté avant rejet dans le milieu naturel.

2.5. L'introduction de blocs de calcaire exogène aux fins de constituer l'enrochement bétonné est autorisée. Les blocs aux teintes les plus sombres devront impérativement être positionnés en façade de l'enrochement de sorte à en réduire l'impact visuel.

2.6. Les matériaux de remblais du soubassement routier seront exclusivement constitués des matériaux récupérés localement lors des fouilles.

2.7. La reconstruction du soubassement supérieur situé au-dessus de l'enrochement bétonné, sera réalisée si besoin à l'aide d'un grillage géotechnique dont les caractéristiques devront permettre la recolonisation naturelle de la végétation sur le talus.

Ce grillage géotechnique devra être de couleur sombre.

2.8. La rampe d'accès préalablement autorisée sur zone sèche sera intégralement démontée et effacée à l'issue du chantier.

Seuls les matériaux exclusivement naturels et non transformés pourront être régalez sans tassement sur l'emprise du chantier en lit majeur, de sorte à pouvoir être remobilisés par les crues.

- *Prescriptions relatives au suivi post-travaux*

2.9. Le bénéficiaire devra a minima assurer la surveillance de la recolonisation végétale de cette zone de travaux supplémentaire et en cas de repousse ou d'apparition d'une espèce envahissante – type buddleia et/ou robinier faux-acacia –, en informer le plus tôt possible le service territorialement concerné du Parc national.

Les modalités de gestion de la végétation sur ces zones devront être adaptées en conséquence et en concertation entre les deux services.

Contacts :

Service territorial de la Tinée : 04.93.02.42.27, st-tinee@mercantour-parcnational.fr

Chef de ST : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71) »

Article 3 : Durée

La présente autorisation de travaux est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 30 octobre 2021.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 1^{er} septembre 2021

La Directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU



Copie :
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.